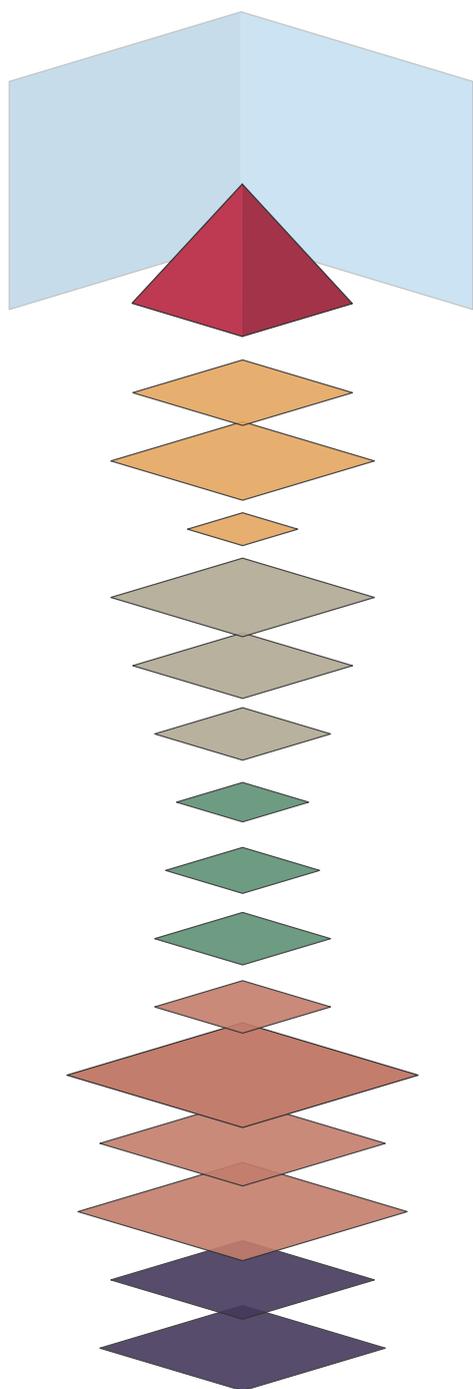


# BELGIQUE



4,43

## SCORE DE CRIMINALITÉ

129<sup>e</sup> sur 193 pays

29<sup>e</sup> sur 44 pays européens

7<sup>e</sup> sur 11 pays d'Europe de l'Ouest



### MARCHÉS CRIMINELS

5,17

TRAITE DES PERSONNES 5,00

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS 6,00

RACKET D'EXTORSION ET  
CHANTAGE À LA PROTECTION 2,50

TRAFIC D'ARMES 6,00

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON 5,00

COMMERCE ILLICITE DE BIENS  
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE 4,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE 3,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE 3,50

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES  
NON RENOUVELABLES 4,00

COMMERCE D'HÉROÏNE 4,00

COMMERCE DE COCAÏNE 8,00

COMMERCE DE CANNABIS 6,50

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE 7,50

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE 6,00

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE 6,50



### ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

3,70

GROUPES DE TYPE MAFIEUX 3,00

RÉSEAUX CRIMINELS 5,00

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT 2,00

ACTEURS ÉTRANGERS 5,00

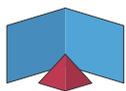
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ 3,50



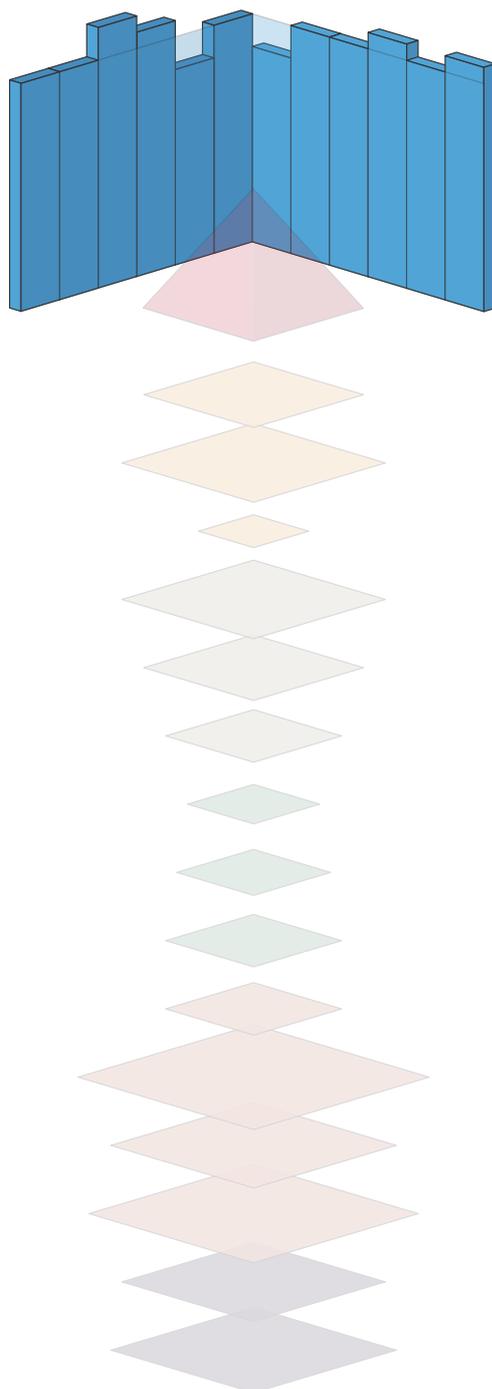
7,04

## SCORE DE RÉSILIENCE





# BELGIQUE



7,04

## SCORE DE RÉSILIENCE

25<sup>e</sup> sur 193 pays

17<sup>e</sup> sur 44 pays européens

9<sup>e</sup> sur 11 pays d'Europe de l'Ouest

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	7,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	7,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	8,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	7,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	6,00
FORCES DE L'ORDRE	7,00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	6,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	7,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	7,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	7,50
PREVENCIÓN	7,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	7,50



4,43

## SCORE DE CRIMINALITÉ



**MARCHÉS CRIMINELS** 5,17



**ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ** 3,70



# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

La Belgique est la cible de réseaux de traite des personnes à des fins de transit et de destination, la demande étant particulièrement importante dans les grandes villes comme Bruxelles, Anvers et Liège. Bien que le nombre enregistré de victimes présumées de la traite des personnes soit relativement faible et en diminution, il est difficile de déterminer si cela est dû à une sous-déclaration ou à une diminution de leur prévalence. Les cas de traite des personnes en Belgique sont principalement liés à l'exploitation sexuelle et par le travail, à la mendicité et aux crimes basés sur la coercition. Cependant, l'invasion russe en cours de l'Ukraine pourrait entraîner un pic dans la traite des personnes, car les personnes qui ont été déplacées par la guerre peuvent être ciblées par des réseaux de traite préexistants, dont beaucoup opèrent à travers ou à l'intérieur de la Belgique. Le marché local de la traite des personnes est composé de différents types d'acteurs, notamment des réseaux familiaux, des trafiquants indépendants qui coopèrent entre eux et des individus. Les réseaux d'Afrique de l'Ouest, qui sont largement impliqués dans l'industrie illégale du sexe, sont bien connus pour leur position dominante sur le marché. Les trafiquants d'êtres humains chinois sont de plus en plus impliqués dans la traite, ainsi que dans le trafic, principalement à des fins de travail sexuel.

En raison de sa situation géographique, la Belgique est non seulement une destination mais aussi un pays de transit pour le trafic d'êtres humains. Des réseaux organisés, dont beaucoup sont basés sur la parenté, dominent le paysage du trafic d'êtres humains, et un nombre croissant de mineurs ont été trafiqués vers le pays ces dernières années. Le marché du trafic d'êtres humains s'est développé, bien que les succès significatifs des forces de l'ordre indiquent que les réponses à cette activité sont de plus en plus fortes. Les réseaux d'Afrique de l'Ouest impliqués dans la traite des personnes se livrent également au trafic d'êtres humains, tandis que les réseaux albanais de trafic d'êtres humains sont très actifs. En ce qui concerne les personnes transitant par la Belgique, le nombre d'arrestations d'individus originaires d'États africains, principalement d'Érythrée et du Soudan, ainsi que de Libye, du Maroc, d'Éthiopie, de Somalie et de pays d'Afrique de l'Ouest, est en augmentation.

Contrairement à la traite des personnes et au trafic d'êtres humains, il semble qu'il y ait peu de cas de racket d'extorsion et de chantage à la protection en Belgique. Aucun groupe criminel organisé n'est connu pour être impliqué dans ces activités. Toutefois, les criminels impliqués dans le

trafic de stupéfiants ou dans d'autres crimes dans le pays peuvent être impliqués dans l'extorsion dans le cadre de leurs activités illégales.

### COMMERCE

En raison de sa situation géographique et de son passé de producteur et d'exportateur d'armes à feu, la Belgique est un pays source et de transit important pour le trafic d'armes en Europe. La plupart des armes à feu sont trafiquées par la Belgique vers d'autres pays européens, et le trafic transfrontalier est considéré comme la source d'approvisionnement la plus importante du marché belge des armes à feu illicites. La région des Balkans est la principale source d'armes, mais des armes à feu entrent également en Belgique en provenance des pays voisins et d'autres États membres de l'UE. L'augmentation de la contrebande d'armes en provenance des Balkans a entraîné une hausse significative de la possession et de l'utilisation de fusils d'assaut de type militaire parmi les criminels. En outre, l'importation de fusils Flobert (un type d'arme à feu qui ne tire pas de munitions traditionnelles), qui sont relativement faciles à convertir en armes à feu de calibre supérieur, a augmenté. Le trafic d'armes à feu par le biais de l'impression en 3D et des acquisitions sur le dark web est également en hausse.

La Belgique est également une destination importante pour les produits de contrefaçon en Europe, la majorité des produits saisis étant expédiés par voie maritime. Les jouets et les jeux sont les produits les plus couramment contrefaits. En outre, les cigarettes de contrefaçon représentent une part importante du marché et leur production illégale est en train de devenir une activité croissante en Belgique. Les jeunes Belges ont tendance à acheter plus de produits de contrefaçon que la moyenne de l'UE. La technologie joue un rôle important en rendant ces produits facilement accessibles sur l'internet. La vente et l'achat de produits de contrefaçon en Belgique ont explosé pendant la pandémie de COVID-19, et les réseaux criminels se sont rapidement adaptés à la nouvelle demande.

Dans le pays, des droits d'accise sont imposés sur les boissons alcoolisées, les produits énergétiques, les produits du tabac manufacturés, les boissons non alcoolisées (telles que les sodas et l'eau en bouteille) et le café. Le commerce illicite de ces produits (à l'exception des produits énergétiques) existe, bien que dans une moindre mesure que le commerce illicite de produits de contrefaçon. En tant que point de transit pour les marchandises soumises à accise et d'autres types de marchandises qui sont introduites en contrebande dans les pays voisins, la Belgique a maintenu sa lutte contre le commerce illicite de ces produits.

## ENVIRONNEMENT

La Belgique est une source et un point de transit pour la flore et le bois illégaux en Europe, en particulier par le port d'Anvers. De grandes quantités de bois illicite sont expédiées d'Afrique centrale et importées par un certain nombre d'entreprises belges, dont certaines collaboreraient avec des organisations criminelles et des milices. La Belgique est également une destination pour la flore illégale : des plantes destinées à la fabrication de compléments alimentaires à base de plantes et des meubles en bois de rose de l'Inde du Nord ont été saisis à l'aéroport Zaventem de Bruxelles. La Belgique joue également un rôle dans le commerce illégal d'espèces sauvages, en tant que point de transit pour les trafiquants transportant des produits dérivés d'animaux sauvages de l'Afrique vers l'Asie. Il s'agit notamment d'ivoire, d'écaillés de pangolin et de produits dérivés de grands félins. En outre, le pays est impliqué dans le commerce illégal d'oiseaux et de reptiles vivants, ainsi que d'espèces de primates. De la viande de brousse est également trafiquée par l'aéroport Zaventem pour approvisionner la diaspora africaine vivant en Belgique et au-delà.

La Belgique reste une plaque tournante centrale du commerce illégal de diamants et d'or, les organisations criminelles opérant à Anvers. Cette situation entraîne le trafic de diamants et le blanchiment d'argent par l'intermédiaire du secteur de la bijouterie. Bien que la Belgique ait pris des mesures pour contrôler ce commerce, ces efforts sont souvent contournés par des acteurs illicites qui exploitent les lacunes des mécanismes de contrôle. Le commerce des diamants est essentiel à l'économie belge, ce qui crée un conflit d'intérêts entre une application efficace de la loi et le maintien d'une plaque tournante commerciale rentable. En outre, certains négociants en or belges ont été associés au financement d'acteurs de conflits violents avec de « l'or du sang » en Afrique centrale.

## DROGUES

La Belgique est principalement une destination pour l'héroïne, qui entre dans le pays par quatre routes de trafic différentes, les routes des Balkans et du Sud étant les plus importantes. Malgré un nombre relativement faible de saisies, le commerce d'héroïne en Belgique reste répandu, avec des affaires récentes impliquant l'utilisation de services de livraison en ligne pour la vente de drogue.

La Belgique est une plaque tournante majeure du commerce de cocaïne sur le continent et est responsable d'une part disproportionnée des saisies de cocaïne en Europe. Le port d'Anvers est devenu un point clé du trafic de cocaïne, tandis que les aéroports de Bruxelles et de Liège sont également des centres importants. Les stratégies de trafic consistent à dissimuler la drogue dans des conteneurs de marchandises ordinaires ou à la transférer dans des conteneurs moins susceptibles d'être inspectés. La cocaïne peut également être commandée par l'intermédiaire de centres d'appel et livrée

par des passeurs de drogue néerlandais. L'augmentation de la violence liée à ce marché dans le pays suscite également des inquiétudes. Malgré les succès remportés par les forces de l'ordre, les paiements pour corrompre les travailleurs portuaires par le crime organisé et la violence liée au commerce de cocaïne restent des problèmes persistants.

La Belgique est un pays source, de transit et de destination pour le cannabis, mais la culture professionnelle se développe également, avec une certaine implication des organisations criminelles. La majeure partie du cannabis sous forme d'herbe consommé en Belgique est soit cultivé localement, soit importé d'Espagne, des Pays-Bas et de certains pays d'Afrique du Nord ; la résine de cannabis provient principalement du Maroc et est surtout trafiquée par voie routière en passant par l'Espagne et la France. Un nombre croissant de cultivateurs de cannabis ont quitté les Pays-Bas pour s'installer en Belgique dans l'espoir d'échapper aux forces de l'ordre. Les criminels néerlandais jouent un rôle important sur le marché criminel belge du cannabis. Toutefois, les Belges eux-mêmes semblent de plus en plus impliqués dans l'approvisionnement du marché national de cannabis.

Le pays est un acteur majeur du commerce de drogues de synthèse, la production de MDMA (ecstasy) étant un élément clé, en particulier dans la région des Flandres, près de la frontière néerlandaise. Le marché des drogues de synthèse en Belgique est étroitement lié à celui des Pays-Bas, et les laboratoires de conversion en Belgique sont souvent gérés par des groupes criminels organisés néerlandais. Les commandes en ligne sont expédiées depuis la Belgique à des destinataires du monde entier. Les déchets chimiques provenant de la production d'ecstasy en Belgique indiquent que cette drogue continue d'y être produite, malgré le démantèlement des laboratoires néerlandais d'ecstasy dans l'UE. Outre l'ecstasy, la Belgique est également une zone de transit notable pour les nouvelles substances psychoactives en provenance de Chine, et des produits cannabinoïdes synthétiques ont également été documentés comme étant traités dans le pays. Bien que la production belge de méthamphétamine et d'amphétamine ne soit pas prédominante sur les marchés respectifs de ces drogues, la production de drogues de synthèse se développe dans la région frontalière belgo-néerlandaise.

## CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La criminalité cyberdépendante est une préoccupation importante en Belgique, les attaques de ransomware et les cyberattaques coordonnées étant de plus en plus observées ces dernières années. Les entreprises sont également ciblées, avec jusqu'à trois fois plus d'attaques cyberdépendantes survenues en Belgique depuis le début de l'année 2020. La plupart des attaques se concentrent sur le vol de données, et le gouvernement et les institutions financières sont des cibles privilégiées pour les cybercriminels. Les opérations transfrontalières des forces de l'ordre sont courantes en

Europe, car la plupart des crimes cyberdépendants en Belgique et dans l'UE sont perpétrés par des groupes criminels modérément organisés qui opèrent au-delà des frontières. Cependant, les forces de police locales en Belgique ne sont pas équipées ou formées pour faire face à de telles affaires, et la police fédérale manque de personnel et de ressources.

## CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La criminalité financière en Belgique est généralement le fait de réseaux criminels modérément organisés, l'usurpation d'identité et les pyramides de Ponzi étant les types de fraude les plus courants. Cependant, il existe également de nombreux cas de fraude fiscale internationale. En outre, la criminalité financière cyber-facilitée est en hausse depuis quelques années, avec le clonage de cartes de carburant, les pyramides de Ponzi en ligne, les attaques de phishing et de smishing étant de plus en plus souvent observées. Malgré les diverses politiques mises en œuvre par les autorités belges pour lutter contre ces crimes, le manque de ressources fait que la plupart des crimes financiers ne font pas l'objet d'enquêtes ou de poursuites.

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

En Belgique, les réseaux criminels de taille plus réduite et informels constituent le type dominant d'organisations criminelles dans le pays, et sont principalement impliqués dans le trafic de stupéfiants. Les réseaux sont relativement répandus, mais se concentrent davantage dans les zones urbaines, telles que Bruxelles et Anvers, ou à la frontière néerlandaise. Ils sont connus pour leur recours à la violence, notamment aux fusillades, et pour leur coopération avec leurs homologues internationaux, en particulier avec les groupes criminels organisés albanais et néerlandais. Dans l'ensemble, les acteurs étrangers sont également importants sur les marchés de la criminalité organisée. Les groupes criminels organisés des Balkans collaborent avec

les mafias italiennes et les groupes criminels organisés turcs, principalement dans le domaine du trafic de stupéfiants, du trafic d'armes et du trafic d'êtres humains. Les groupes criminels organisés néerlandais sont impliqués dans tous les aspects du trafic de drogue, y compris la production, l'importation et l'exportation de cannabis, la production et l'exportation de cocaïne, et l'exportation de drogues de synthèse, ainsi que le blanchiment d'argent et l'exploitation de la main-d'œuvre. Les groupes criminels organisés roumains sont impliqués dans la traite des personnes, l'exploitation sexuelle des femmes et l'exploitation par le travail des hommes. La concurrence entre les acteurs italiens et albanais de la criminalité organisée a intensifié les tentatives violentes de contrôle du marché du trafic de drogue, avec des implications à long terme et des changements d'acteurs au cours de la pandémie de COVID-19. Les structures de commandement très sophistiquées des acteurs étrangers leur permettent de s'adapter aux changements et d'exploiter les vulnérabilités économiques et sociales.

La Belgique compte un certain nombre de groupes de type mafieux, notamment des gangs de motards, qui se livrent à des activités criminelles telles que le trafic d'armes et de stupéfiants, ainsi qu'à l'exploitation sexuelle. Malgré les efforts des Gouvernements allemand et néerlandais pour sévir contre ces groupes, les récentes arrestations et saisies suggèrent qu'ils sont toujours actifs en Belgique et qu'ils sont souvent impliqués dans les flux de criminalité organisée transnationale. Il existe également une collaboration avec des groupes criminels espagnols, et l'on s'inquiète du fait que ces groupes puissent avoir des membres qui se recoupent avec des institutions étatiques de niveau inférieur.

Bien que l'implication des acteurs du secteur privé dans les marchés criminels soit limitée, des rapports font état de l'implication de ces acteurs dans des systèmes de blanchiment d'argent à l'intérieur et à l'extérieur du pays, en particulier à Dubaï par le biais du secteur immobilier. L'influence des acteurs intégrés à l'État en Belgique serait minime, bien que quelques cas récents aient été signalés.

# RÉSILIENCE

## LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

La Belgique a reconnu que la criminalité organisée était un problème important et a pris des mesures pour la combattre, le gouvernement déclarant qu'il s'agissait d'une priorité. Le pays est également connu pour sa bonne gouvernance et son engagement à protéger les droits de l'homme, les institutions de l'UE étant basées à Bruxelles, ce qui en fait le centre de l'Europe. Bien que les niveaux de corruption soient faibles en Belgique, la transparence des contacts

des parlementaires et des tiers ainsi que la publication des déclarations de patrimoine des parlementaires peuvent être améliorées. En outre, les ministres ne disposent pas de politiques d'intégrité ou de codes de conduite, et le recrutement et la rémunération du personnel de leur cabinet sont laissés à leur seule discrétion. Ces dernières années, la Belgique a connu une montée de la xénophobie, ce qui constitue une préoccupation majeure.

La Belgique a ratifié plusieurs conventions internationales contre la criminalité organisée et la Convention européenne d'extradition, y compris ses premier et deuxième protocoles (les troisième et quatrième protocoles n'ont pas été signés). Le pays a également conclu des accords bilatéraux d'extradition avec de nombreux pays. Pour lutter contre la criminalité organisée, la Belgique collabore avec Europol et Interpol et participe à plusieurs organismes de coopération régionale. Le cadre juridique national de la Belgique couvre tous les principaux marchés criminels d'intérêt, à l'exception de la criminalité liée aux ressources non renouvelables, et son code pénal érige en infraction toute participation à des activités de criminalité organisée. Une stratégie de sécurité nationale (SSN) a été adoptée au début de l'année 2022, qui fait de la lutte contre la criminalité organisée une priorité nationale dans le cadre de sa vision à long terme sur 10 à 15 ans.

## JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire belge est totalement indépendant et garantit une procédure régulière dans les procès pénaux. Le parquet fédéral belge dispose d'une section spécialisée dans la criminalité organisée, l'une des quatre sections du parquet. Cette section couvre l'ensemble du territoire belge et est directement supervisée par le Ministre de la justice. La Belgique dispose d'un service de police intégré divisé en niveaux fédéral et local qui travaillent ensemble pour assurer l'ordre public. Les unités de la police judiciaire fédérale au niveau local détectent, enquêtent et déstabilisent les organisations criminelles se spécialisant dans la traite des personnes, le trafic d'êtres humains, le trafic de stupéfiants, le trafic d'armes et d'autres activités criminelles organisées. La police fédérale a mis en place trois centres d'information pour compléter les outils pénaux, judiciaires et financiers de lutte contre la criminalité organisée. Toutefois, la police fédérale et la police locale manquent de personnel et, en raison des récentes coupes budgétaires, ne disposent pas de ressources suffisantes pour lutter contre la criminalité organisée à différents niveaux.

La vulnérabilité de la Belgique face à la criminalité organisée est due à sa situation sur les principaux itinéraires de trafic de stupéfiants et d'êtres humains. Les ports et les aéroports du pays sont des centres de transit essentiels pour les produits illicites et ont été identifiés comme des cibles attrayantes pour la criminalité organisée. En termes de cybersécurité, la Belgique dispose depuis plus de dix ans de stratégies de cybersécurité axées sur l'amélioration des défenses et de la réponse aux incidents. Toutefois, l'évolution du paysage de la cybersécurité a rendu la Belgique vulnérable à la cyber-infiltration. La nouvelle stratégie de cybersécurité comprend des points clairs qui se concentrent sur l'amélioration des systèmes de protection du pays et sur l'identification des cybercrimes et des cyberattaques comme des risques de priorité nationale.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le pays dispose des mécanismes nécessaires pour lutter contre le blanchiment d'argent. La cellule belge de renseignement financier reçoit chaque année des dizaines de milliers de déclarations de transactions suspectes et a fait état d'une augmentation des dossiers relatifs à la criminalité organisée transférés aux autorités judiciaires. Bien qu'il dispose d'un cadre juridique solide et d'un mécanisme de prévention pour lutter contre le blanchiment d'argent, le Ministère public a été critiqué pour avoir donné la priorité aux enquêtes et aux poursuites relatives aux infractions principales plutôt qu'au blanchiment d'argent. Pour remédier à ce problème, une nouvelle plateforme de collaboration contre le blanchiment d'argent a été lancée, qui vise à échanger des informations, à partager l'expertise et à servir de point de référence pour des objectifs communs et des structures de retour d'information pour les législateurs contre le blanchiment d'argent. Récemment, le Parlement belge a modifié sa loi contre le blanchiment d'argent pour réglementer davantage les fournisseurs de crypto-services spécifiques, dans le but d'améliorer la résilience du pays face au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme.

Ces dernières années, la compétitivité de la Belgique s'est améliorée. Toutefois, les taux d'imposition, les réglementations restrictives en matière de travail et les réglementations fiscales restent problématiques pour les entreprises. L'infrastructure de communication du pays est très développée, avec des routes principales, des chemins de fer, des voies navigables, des aéroports, des ports maritimes et l'un des réseaux de télécommunication à haut débit les plus avancés d'Europe. La main-d'œuvre belge est hautement qualifiée, avec un système d'éducation et de formation solide qui favorise la sophistication et l'innovation dans le secteur privé. La Belgique est une économie petite mais ouverte, dominée par l'importance croissante du secteur des services; cependant, le déficit budgétaire reste une préoccupation croissante.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

La Belgique a mis en place des politiques visant à aider les victimes de la traite des personnes et à punir les auteurs. La procédure et le statut de victime confèrent des droits de séjour temporaires et permanents aux victimes qui coopèrent avec les autorités et rompent tout contact avec les auteurs présumés. Bien que la Belgique soit l'un des leaders européens en matière de mécanismes de soutien aux victimes sortant de l'esclavage moderne, le faible nombre de personnes ayant utilisé la procédure d'aide aux victimes peut être attribué à la croyance dans des mythes liés à la migration, à la dépendance des victimes vis-à-vis des passeurs, au manque de connaissances des officiers de police et à leurs possibilités limitées d'offrir un soutien approprié aux victimes.

La Belgique a mis en œuvre une série de stratégies préventives pour lutter contre la criminalité organisée, y compris des plans spécifiques visant la traite des personnes, le trafic d'êtres humains et le trafic de stupéfiants. Le gouvernement fédéral a élaboré un plan d'action national de lutte contre la criminalité, qui est mis en œuvre par l'intermédiaire d'organes de consultation régionaux comprenant divers services de police et sociaux. La société civile belge joue un rôle important dans la fourniture de services de soutien aux groupes vulnérables. En fait, la société civile reste très active et collabore avec les dirigeants politiques et les autorités publiques pour faire face à la menace de la criminalité organisée transnationale. Cependant, la liberté de la presse en Belgique a reculé en raison de l'augmentation de la violence policière, de la haine en ligne contre les journalistes et d'une directive gouvernementale qui viole les dispositions de la Constitution relatives à la liberté de la presse. Les journalistes qui ont couvert les manifestations contre les mesures de santé publique imposées pendant la pandémie de COVID-19 ont fait l'objet d'intimidations et de violences de la part des manifestants, ce qui a conduit certains d'entre eux à démissionner ou à refuser de couvrir certains sujets.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*